

lisateur, veut devenir non pas une force de complément mais la force gouvernante décisive et unique de l'Allemagne. Cette situation donne lieu à des conflits incessants entre alliés gouvernementaux, conflits qui, par moments, prennent un caractère aigu. Les sauveurs ne peuvent s'offrir le luxe de se livrer réciproquement à des intrigues que parce que le prolétariat abandonne ses positions sans combat et bat en retraite sans plan, sans système et sans direction. L'ennemi est à tel point déchainé qu'il ne se gêne pas d'examiner tout haut où et comment asséner le coup suivant : en attaquant de front ; en enfonçant tout d'abord le flanc gauche communiste ; en pénétrant profondément à l'arrière des syndicats et en coupant les communications, etc... Les exploités qu'elle a sauvés dissertent sur la république de Weimar comme s'il s'agissait d'une vieille gamelle ; ils se demandent s'ils doivent l'utiliser encore quelque temps ou la jeter dès maintenant dans la poubelle ?

La bourgeoisie jouit d'une entière liberté de manœuvre, c'est-à-dire du choix des moyens, du temps et du lieu. Ses chefs combinent les armes de la loi avec les armes du banditisme. Le prolétariat ne combine rien du tout et ne combat pas. Ses troupes sont divisées, et leurs chefs dissertent mollement sur la question de savoir s'il y a lieu en général de combiner les forces. C'est en cela que réside le fond des interminables discussions sur ledit front unique. Si les ouvriers d'avant-garde ne prennent pas conscience de la situation et n'interviennent pas impérieusement dans le débat, le prolétariat allemand peut se voir crucifié pendant des années sur la croix du fascisme.

N'EST-CE PAS TROP TARD ?

Il se peut qu'ici mon interlocuteur social-démocrate m'interrompe et me dise : Ne venez-vous pas trop tard propager le front unique ? Que faisiez-vous auparavant ?

Cette objection n'est pas justifiée. Ce n'est pas la première fois que la question d'un front unique de défense contre le fascisme est soulevée. Je me permets de me référer à ce que j'ai eu moi-même l'occasion de dire à ce sujet en septembre 1930, après le premier grand succès des nationaux socialistes. M'adressant aux ouvriers communistes, j'écrivais :

« Le parti communiste doit appeler à défendre les positions matérielles et morales que la classe ouvrière a réussi à conquérir dans l'Etat allemand. Il y va directement du sort des organisations politiques, des syndicats des journaux et imprimeries, des clubs, des bibliothèques, de la classe ouvrière, etc. L'ouvrier communiste doit dire à l'ouvrier social-démocrate : « La politique de nos partis est inconciliable ; mais si les fascistes viennent cette nuit saccager le local de ton organisation, je me porterai à ton secours les armes à la main. Me promets-tu, si un danger vient à menacer mon organisation d'accourir à mon aide ? » Voilà la quintessence de la politique de la période actuelle. Toute la

propagande doit être mise à ce diapason.

« Plus nous ferons cette agitation d'une façon sérieuse, obstinée, réfléchie..., plus nous proposerons dans chaque usine, dans chaque quartier et dans chaque arrondissement ouvrier, des mesures actives d'organisation de la défensive, moins le danger sera grand d'être pris à l'improviste par l'attaque des fascistes et plus nous aurons la certitude que cette attaque, au lieu de la briser, cimentera les rangs ouvriers. »

La brochure dont je tire cet extrait a été écrite il y a deux ans et demi. Il ne fait pas le moindre doute aujourd'hui que si cette politique avait été adoptée à temps, Hitler ne serait pas actuellement chancelier et les positions du prolétariat allemand seraient inexpugnables. Mais on ne saurait revenir en arrière. Par suite des fautes qui ont été commises et du temps qu'on a laissé passer, le problème de la défense est aujourd'hui infiniment plus difficile ; mais la tâche reste entière. Même encore maintenant il est possible de modifier la proportion des forces en faveur du prolétariat. Dans ce but, il faut un plan, un système, une combinaison des forces en vue de la défense. Mais avant tout, il faut avoir la volonté de se défendre. Je m'empresse d'ajouter que seul se défend bien celui qui ne se borne pas à la défensive, mais qui à la première occasion est décidé à passer à l'offensive.

Quelle attitude la social-démocratie adopte-t-elle à l'égard de cette question ?

UN « PACTE DE NON-AGRESSION »

Les chefs social-démocrates proposent au parti communiste de conclure « un pacte de non agression ». Ayant lu pour la première fois cette phrase dans le *Vorwaerts*, j'ai pensé que c'est là une plaisanterie faite incidemment et pas très heureuse. Or, la formule du pacte de non-agression est aujourd'hui en vogue et elle est actuellement au centre de toutes les discussions. Les chefs social-démocrates ne manquent pas de politiques expérimentés et habiles. On en est d'autant plus à se demander comment ils ont pu choisir ce mot d'ordre qui va à l'encontre de leurs propres intérêts.

La formule a été empruntée à la diplomatie. Le sens de ce genre de pactes consiste en ceci : que deux Etats qui ont suffisamment de motifs de guerre s'engagent pour une période déterminée à ne pas recourir l'un contre l'autre à la force des armes. L'Union soviétique, par exemple, a signé un tel pacte rigoureusement circonscrit avec la Pologne. En admettant que la guerre vint à éclater entre l'Allemagne et la Pologne, ledit pacte ne mettrait nullement l'Union soviétique dans l'obligation de venir en aide à la Pologne. La non-agression est la non-agression, et rien de plus. Elle n'implique nullement l'action commune pour la défense ; cette action, au contraire, elle l'exclut ; sans quoi, le pacte aurait un tout autre caractère et s'appellerait d'un tout autre nom.

Quel sens les chefs social-démocrates donnent-ils donc à cette formule ? Les com-

munistes menaceraient-ils de saccager les organisations social-démocrates ? Ou bien, la social-démocratie se disposerait-elle à entreprendre une croisade contre les communistes ? A dire vrai, il s'agit de tout autre chose. Si l'on tient à se servir du langage de la diplomatie, il y aurait lieu de parler non pas d'un *pacte de non-agression*, mais d'une *alliance défensive* contre un tiers, c'est-à-dire contre le fascisme. Le but n'est pas d'arrêter ou de conjurer une lutte armée entre communistes et social-démocrates — il ne saurait être question d'un danger de guerre — mais de combiner les forces des social-démocrates et des communistes contre l'attaque à main armée d'ores et déjà déclenchée contre eux par les nationaux-socialistes.

Si incroyable que cela puisse paraître, les chefs social-démocrates substituent à la question de la *défense réelle* contre les actes à main armée du fascisme, la question de la *polémique politique* entre communistes et social-démocrates. C'est exactement comme si l'on substituait à la question de savoir comment prévenir le déraillement d'un train, la question de la nécessité d'une courtoisie réciproque entre voyageurs de deuxième et troisième classes.

Le malheur, toutefois, est que la formule malvenue du « pacte de non-agression » ne pourra même pas servir le but subalterne au nom duquel on la tire par les cheveux. L'engagement pris par deux Etats de ne pas s'attaquer mutuellement ne supprime nullement leur lutte, leurs polémiques, leurs intrigues et leurs manœuvres. Les journaux officieux polonais, malgré le pacte, parlent de l'Union soviétique l'écume à la bouche. De son côté, la presse soviétique est loin de faire des compliments au régime polonais. Non, les chefs social-démocrates ont fait fausse route en essayant de substituer une formule diplomatique conventionnelle aux tâches de la politique du prolétariat.

ORGANISER EN COMMUN LA DEFENSE, NE PAS OUBLIER LE PASSE PREPARER L'AVENIR

De plus prudents journalistes social-démocrates traduisent leur pensée en ce sens : qu'ils ne sont pas adversaires d'une « critique basée sur des faits », mais qu'ils sont contre les suspensions, les injures et les calomnies. Quelle attitude très louable ! Mais comment trouver la limite entre la critique permise et les campagnes inadmissibles ? Et où sont les juges impartiaux ? En règle générale, la critique ne plait jamais au critiqué, surtout quand il ne peut rien objecter sur le fond. La question de savoir si la critique des communistes est bonne ou mauvaise est une question à part. Si les communistes et les social-démocrates avaient à ce sujet la même opinion, il n'y aurait pas non plus dans le monde deux partis indépendants l'un de l'autre. Admettons que la polémique des communistes ne vaille pas cher. Est-ce que cela atténue le

mortel danger du fascisme ou supprime la nécessité d'une défense commune ?

Prenons, cependant, le revers de la médaille : la polémique de la social-démocratie elle-même contre le communisme. Le *Vorwaerts* (je prends un numéro qui me tombe sous la main) publie le discours qu'a prononcé Stampfer au sujet d'un pacte de non-agression. Dans ce même numéro, une caricature porte comme légende : les bolchéviks signent un pacte de non-agression avec Pilsudski, mais refusent d'en conclure un pareil avec la social-démocratie. Or, une caricature est aussi une « agression » de polémique et en l'occurrence celle-ci est au surplus franchement malheureuse. Le *Vorwaerts* oublie tout simplement qu'un traité de non-agression existait entre les Soviets et l'Allemagne à l'époque où le social-démocrate Mûller était à la tête du gouvernement du Reich.

Le *Vorwaerts* du 15 février, dans la même page, défend, dans la première colonne, l'idée d'un pacte de non-agression, et dans la quatrième colonne accuse les communistes que leur comité d'entreprise de chez Aschinger a trahi les intérêts des ouvriers lors de la conclusion des nouveaux tarifs. On y dit bien « trahi ». Le secret de cette polémique (critique basée sur les faits ou campagne de calomnie ?) est très simple : de nouvelles élections du comité d'entreprise devaient avoir lieu à ce moment chez Aschinger. Peut-on exiger du *Vorwaerts* qu'il mette fin, dans l'intérêt du front unique, à des attaques de ce genre ? Pour cela, il faudrait que le *Vorwaerts* cesse d'être lui-même, c'est-à-dire un journal social-démocrate. Si le *Vorwaerts* croit ce qu'il écrit au sujet des communistes, son premier devoir est d'ouvrir les yeux des ouvriers sur les fautes, les crimes et la « trahison » de ceux-ci. Comment en serait-il autrement ? La nécessité d'un accord de combat découle de l'existence de deux partis, mais elle n'en supprime pas le fait. La vie politique continue. Chaque parti, même s'il adopte l'attitude la plus honnête à l'égard du front unique, ne peut pas ne pas songer à son lendemain.

LES ADVERSAIRES SERRENT LES RANGS DEVANT LE DANGER COMMUN

Imaginons un instant qu'un membre communiste du comité d'entreprise de chez Aschinger déclare au membre social-démocrate : « Puisque le *Vorwaerts* a qualifié mon attitude dans la question des tarifs d'acte de trahison, je ne veux pas défendre avec toi ma tempe et ta nuque contre les balles fascistes. » Malgré la plus grande indulgence, on ne saurait qualifier cette réponse autrement que d'inepte.

Le communiste sensé, le bolchévik sérieux dira au social-démocrate : « Tu connais mon hostilité à l'égard du *Vorwaerts*. Je m'emploie et m'emploierai de toutes mes forces à saper l'influence néfaste qu'a ce journal parmi les ouvriers. Mais je le fais